

Élections au Mexique: des organisations québécoises et canadiennes manifestent leur profonde préoccupation concernant la répression violente de l'État mexicain contre sa population civile

Le dimanche 7 juin sera un jour d'élections au Mexique. Les gouverneurs de 9 entités fédérales, les autorités municipales et les députés locaux de 17 États et des députés fédéraux dans l'ensemble du pays seront élus. La présente période électorale a été particulièrement violente avec l'assassinat de 20 candidats dans 10 États. 6 personnes civiles ont aussi perdu la vie, 4 à Ixcaputzalgo, au Guerrero, et 2 à Peto, au Yucatán, et 6 autres ont gravement été blessées lors des affrontements de Peto au Yucatán. De plus, 70 enlèvements et menaces d'extorsion et de mort commis par des groupes armés liés à des intérêts électoraux ont été recensés. Dans au moins 6 États (Chiapas, Guerrero, Michoacán, Oaxaca, Puebla et Veracruz), des délégations de l'Institut National Électoral (INE) ont fait l'objet d'attaques de groupes dissidents lors desquelles du matériel électoral a été détruit ou brûlé, en particulier au Guerrero et à Oaxaca.

Alors qu'une forte crise des droits humains sévit au pays, dévoilée au niveau international en raison des mobilisations de la société civile pour réclamer justice pour les 43 étudiants disparus en septembre dernier, mais aussi avec les récents massacres et exécutions extrajudiciaires ayant impliqué les forces armées, la police fédérale et/ou la police municipale à Tlatlaya, Apatzingán y Tanhuato; diverses organisations de la société civile mexicaine ont lancé un appel à suspendre les élections jusqu'à ce que réapparaissent en vie les 43 étudiants de l'École normale rurale d'Ayotzinapa, qui ont été enlevés par les forces policières locales avec l'implication de la police fédérale et l'armée. Ce cas emblématique s'ajoute à plus de 24 000 cas de disparitions depuis 2006, avec une moyenne de 13 disparitions par jour depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Peña Nieto, ainsi qu'à plus de 100 000 assassinats et 250 000 déplacements forcés pendant cette période.

Dans un communiqué du 1er juin 2015, le Conseil populaire de Tixtla a dénoncé le harcèlement et la persécution dont fait l'objet l'organisation de la part du gouvernement mexicain, au moyen de l'infiltration de la police ministérielle vêtue en civil pour surveiller et intimider les personnes liées à son organisation. D'autre part, le Comité des étudiants de l'École normale rurale d'Ayotzinapa a dénoncé le 2 juin 2015 une irruption dans l'établissement de la police fédérale, qui a arrêté 3 étudiants de manière arbitraire. Par la suite, les étudiants ont été libérés après 24 heures en raison des pressions citoyennes. Le mercredi 3 juin, plus de 1 000 policiers fédéraux étaient postés près de l'École normale d'Ayotzinapa et ils ont attaqué, à Tixtla, Guerrero, un autobus se dirigeant à Chilpancingo avec à bord des étudiants et des membres des familles des 43 étudiants disparus. Cette attaque a fait plusieurs blessés.

Ensuite, des organisations civiles ont constaté depuis le mardi 2 juin l'arrivée de tanks militaires dans les États du Guerrero et de Michoacán, images dignes d'un pays en guerre. Jusqu'à présent, le gouvernement mexicain a privilégié la voie de l'intimidation, de la répression et de la torture pour résoudre le conflit et juger les détenus, comme le signale le

Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Juan Méndez, dans son rapport sur le Mexique publié en décembre 2014.

À la lumière des faits mentionnés et de tant d'autres qui attestent de la politique actuelle de **criminalisation de la contestation sociale et de répression de la part du gouvernement mexicain**, les organisations signataires manifestons notre profonde préoccupation concernant les mesures antidémocratiques, la répression et les éventuels actes de torture et assassinats qui pourraient être commis par le gouvernement mexicain **sous le prétexte du maintien de l'ordre** lors des élections du dimanche 7 juin 2015 et exigeons que cessent immédiatement les abus des forces policières et que le droit soit respecté. Ce faisant, nous demandons à la communauté internationale de demeurer vigilante face à l'évolution de la situation et de dénoncer publiquement tout acte de répression commis par des organes liés au gouvernement mexicain.

Montréal, Québec, le 4 juin 2015

Sources:

Centro de medios libres. "3 de junio ALERTA AYOTZINAPA: Continúa y arrecia el sitio y represión federal a escuela normal Isidro Burgos". Consulté le: 3 juin 2015.

<http://www.centrodemedioslibres.org/2015/06/03/3-de-junio-alerta-ayotzinapa-continua-y-arrecia-el-sitio-y-represion-federal-a-escuela-normal-isidro-burgos/>

Elecciones en México. Consulté le: 3 juin 2015.

<https://ciudadania.ife.org.mx/portalElenmex2010/mapa.do?metodo=cargaDatos> .

Proceso. "Elecciones 2015, el sello de la violencia". 2 de junio del 2015. Consulté le: 3 juin 2015. <http://www.proceso.com.mx/?p=406191>

Proceso. "Con Peña Nieto, 13 desaparecidos al día". 7 de febrero del 2015. Fecha de consulta: 3 de junio del 2015. <http://www.proceso.com.mx/?p=395306>

Regeneración Radio. Consulté le: 3 juin 2015.

<http://regeneracionradio.org/index.php/portada/item/4578-comunicado-del-consejo-popular-de-tixtla-guerrero>

Informe México. Consulté le: 3 juin 2015.

http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/HRC/28/68/add.3

<http://www.centrodemedioslibres.org/2015/06/03/3-de-junio-alerta-ayotzinapa-continua-y-arrecia-el-sitio-y-represion-federal-a-escuela-normal-isidro-burgos/>

Signataires

Comité pour les droits humains en Amérique latine

Comité de solidarité québécoise avec Ayotzinapa

Québec Solidaire

